

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 45.165/2/V
DU 15 SEPTEMBRE 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 9 septembre 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C, C+E, D, D+E et des sous-catégories C1, C1+E, D1, D1+E, l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"L'urgence est motivée par le fait :

- qu'une application cohérente du système global d'examens prévus par l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C, C+E, D, D+E et des sous-catégories C1, C1+E, D1, D1+E qui transpose en droit belge la directive 2003/59/CE du 15 juillet 2003 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs nécessite de prévoir des délais de validité des examens théoriques et pratiques et que la bonne application de l'article 10 de cet arrêté nécessite de prévoir la date de début de validité du certificat d'aptitude professionnelle;
- que l'arrêté royal du 4 juillet 2007 précité prévoit la délivrance de documents à certains conducteurs, que la délivrance de ces documents entraîne des frais administratifs et qu'il est, par conséquent, nécessaire de prévoir des redevances et de déterminer les modalités de paiement de ces redevances;
- qu'une adaptation de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique s'avère nécessaire afin d'adapter la réglementation belge aux conditions prévues dans la directive précitée;
- qu'une modification de certaines dispositions en matière d'apprentissage prévues par l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire est également requise afin d'harmoniser ces dispositions avec celles de l'arrêté royal du 4 mai 2007;
- que ces modifications doivent être arrêtées pour permettre à l'arrêté royal du 4 mai 2007 de produire ses pleins effets le 10 septembre 2008 afin de répondre aux exigences de la directive européenne précitée, du moins en ce qui concerne les conducteurs de véhicules affectés au transport de personnes;

.../...

- que le non-respect de la date du 10 septembre 2008 pour organiser l'aptitude professionnelle est susceptible d'entraîner, notamment la condamnation de l'État belge par la Cour de justice des Communautés européennes ainsi que des actions en dommages et intérêts de la part des fédérations professionnelles ou des particuliers."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Comme le relève la demande d'avis, la formalité préalable d'association des gouvernements de régions n'a pas encore été menée à son terme ⁽¹⁾.

Il revient à l'auteur du projet de s'assurer que tel sera bien le cas.

2. Il lui revient également de veiller à obtenir l'avis de l'inspecteur des finances et l'accord du Ministre du Budget sur le projet, et plus spécialement sur l'article 5 de ce dernier.

⁽¹⁾ Le rapport de l'IKW (joint au dossier transmis au Conseil d'État) ne constitue pas l'accomplissement de cette formalité.

Observations particulières

Dispositif

Article 6

L'article 6 du projet vise à abroger l'article 57 de l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C, C+E, D, D+E et des sous-catégories C1, C1+E, D1, D1+E. Ce dernier dispose :

"Art.57. À l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, un 3/ est inséré, rédigé comme suit :

«3/ soit sur la base d'un permis de conduire provisoire professionnel, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C, C+E, D, D+E et des sous-catégories C1, C1+E, D1, D1+E. »".

Cette disposition modificative étant entrée en vigueur le 10 septembre 2008 pour les conducteurs des véhicules du groupe D ⁽²⁾, il convient d'abroger, non seulement l'article 57 de l'arrêté royal du 4 mai 2007 précité, mais également l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3/, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire ⁽³⁾.

Article 8

La disposition que l'article 8 du projet vise à modifier est l'article 6, 1/, h), de l'arrêté royal du 23 mars 1998 précité, et non l'article 16.

Les deux versions linguistiques du projet seront corrigées sur ce point.

⁽²⁾ Elle n'aurait dû entrer en vigueur que le 10 septembre 2009, pour les conducteurs des véhicules du groupe C (voir l'article 77 de l'arrêté royal du 4 mai 2007, précité).

⁽³⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandations n^{os}128, 129 et suivantes, www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=fr, [15 septembre 2008].

Article 9

L'article 9 du projet prévoit que celui-ci entre en vigueur le 10 septembre 2008, à l'exception de l'article 7, c), qui entre en vigueur le 10 septembre 2009.

Le projet examiné visant à corriger certaines imperfections affectant l'arrêté royal du 4 mai 2007 précité, il est compréhensible que son auteur souhaite faire rétroagir ces corrections à sa date d'entrée en vigueur.

Cette rétroactivité est donc admissible pour les dispositions du projet qui n'affectent pas de manière défavorable la situation des destinataires des normes concernées.

Il ne se conçoit cependant pas de donner une portée rétroactive à l'article 5 du projet, lequel soumet au paiement de redevances qu'il fixe la délivrance du certificat d'aptitude professionnelle ⁽⁴⁾ et du permis de conduire provisoire professionnel.

L'article 9 du projet sera modifié sur ce point.

⁽⁴⁾ Dans la version néerlandaise de l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3/, dudit arrêté royal du 4 mai 2007 le terme "certificaat" correspond au terme "certificat" de la version française, tandis que dans la version néerlandaise du chapitre 2, section 2, c'est le terme "bewijs van vakbekwaamheid" qui rend le terme français "certificat d'aptitude professionnelle".

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE

LC

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.165/2/V
VAN 15 SEPTEMBER 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 9 september 2008 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C, C+E, D, D+E en de subcategorieën C1, C1+E, D1, D1+E, het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs", heeft het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering in de brief met de adviesaanvraag aldus :

"L'urgence est motivée par le fait :

- qu'une application cohérente du système global d'examens prévus par l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C, C+E, D, D+E et des sous-catégories C1, C1+E, D1, D1+E qui transpose en droit belge la directive 2003/59/CE du 15 juillet 2003 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs nécessite de prévoir des délais de validité des examens théoriques et pratiques et que la bonne application de l'article 10 de cet arrêté nécessite de prévoir la date de début de validité du certificat d'aptitude professionnelle;
- que l'arrêté royal du 4 juillet 2007 précité prévoit la délivrance de documents à certains conducteurs, que la délivrance de ces documents entraîne des frais administratifs et qu'il est, par conséquent, nécessaire de prévoir des redevances et de déterminer les modalités de paiement de ces redevances;
- qu'une adaptation de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique s'avère nécessaire afin d'adapter la réglementation belge aux conditions prévues dans la directive précitée;
- qu'une modification de certaines dispositions en matière d'apprentissage prévues par l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire est également requise afin d'harmoniser ces dispositions avec celles de l'arrêté royal du 4 mai 2007;
- que ces modifications doivent être arrêtées pour permettre à l'arrêté royal du 4 mai 2007 de produire ses pleins effets le 10 septembre 2008 afin de répondre aux exigences de la directive européenne précitée, du moins en ce qui concerne les conducteurs de véhicules affectés au transport de personnes;

.../...

- que le non-respect de la date du 10 septembre 2008 pour organiser l'aptitude professionnelle est susceptible d'entraîner, notamment la condamnation de l'État belge par la Cour de justice des Communautés européennes ainsi que des actions en dommages et intérêts de la part des fédérations professionnelles ou des particuliers."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Zoals in de adviesaanvraag wordt vermeld, is het voorafgaande vormvereiste van het erbij betrekken van de gewestregeringen nog niet helemaal vervuld ⁽¹⁾.

De steller van het ontwerp moet zich ervan vergewissen dat dit wel het geval zal zijn.

⁽¹⁾ Dat vormvereiste is niet voekomen vervuld met het verslag van de IKW (dat bij het dossier is gevoegd dat aan de Raad van State is overgezonden).

2. Voorts moet hij erop toezien dat het advies van de inspecteur van financiën en de akkoordbevinding van de Minister van Begroting over het ontwerp, en meer in het bijzonder over artikel 5 ervan, worden verkregen.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 6

Artikel 6 van het ontwerp strekt tot opheffing van artikel 57 van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C, C+E, D, D+E en de subcategorieën C1, C1+E, D1, D1+E. Dat artikel bepaalt het volgende :

"Art. 57. In artikel 5, § 1, eerste lid van hetzelfde besluit wordt een 3/ ingevoegd, luidende :

«3/ hetzij op basis van een voorlopig rijbewijs vakbekwaamheid, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C, C+E, D, D+E en de subcategorieën C1, C1+E, D1, D1+E.»".

Aangezien die wijzigingsbepaling in werking is getreden op 10 september 2008 voor de bestuurders van voertuigen van groep D ⁽²⁾, moet niet alleen artikel 57 van het voornoemde koninklijk besluit van 4 mei 2007 worden opgeheven, maar ook artikel 5, § 1, eerste lid, 3/, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs ⁽³⁾.

Artikel 8

⁽²⁾ Ze had op 10 september 2009 slechts in werking moeten treden voor de bestuurders van voertuigen van groep C (zie artikel 77 van het voornoemde koninklijk besluit van 4 mei 2007).

⁽³⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbevelingen nr. 128 en 129 c.v., [www.raadvst-consetat.be/?page=technique legislative&lang=nl](http://www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=nl), [15 september 2008].

De bepaling tot wijziging waarvan artikel 8 van het ontwerp strekt, is artikel 6, 1/, h), van het voornoemde koninklijk besluit van 23 maart 1998, en niet artikel 16.

De beide taalversies van het ontwerp moeten op dat punt gecorrigeerd worden.

Artikel 9

Artikel 9 van het ontwerp bepaalt dat dit op 10 september 2008 in werking treedt, met uitzondering van artikel 7, c), dat op 10 september 2009 in werking treedt.

Aangezien het voorliggende ontwerp ertoe strekt een aantal gebreken van het voornoemde koninklijk besluit van 4 mei 2007 te corrigeren, is het begrijpelijk dat de steller van het ontwerp die correcties wil laten terugwerken tot de datum van inwerkingtreding van dat besluit.

Die terugwerking is dus toelaatbaar voor de bepalingen van het ontwerp die de situatie van de geadresseerden van de betrokken rechtsregels niet ongunstig beïnvloeden.

Het is evenwel ondenkbaar dat terugwerkende kracht wordt verleend aan artikel 5 van het ontwerp, dat bepaalt dat voor de afgifte van het certificaat van vakbekwaamheid ⁽⁴⁾ en van het voorlopig rijbewijs vakbekwaamheid een retributie moet worden betaald die in het artikel wordt vastgesteld.

Artikel 9 van het ontwerp moet op dat punt worden gewijzigd.

⁽⁴⁾ In artikel 8, § 1, eerste lid, 3/, van het meergenoemde koninklijk besluit van 4 mei 2007 beantwoordt aan de Franse term "certificat" in de Nederlandse lezing "certificaat", terwijl in het opschrift van hoofdstuk 2, afdeling 2, van dat besluit met de Franse term "certificat d'aptitude professionnelle" in de Nederlandse versie "bewijs van vakbekwaamheid" overeenkomt.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE